
**Acquisition de matériels – installation et
maintenance de vidéo projecteurs, écrans
plats, automates, systèmes de visioconférence,
équipements audios de salles ainsi que le
câblage associé**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)
COMMUN AUX 2 LOTS**

Lot 1	Campus de Lyon	Accord-cadre 2025FOUR001BRO
Lot 2	Campus Méditerranée	Accord-cadre 2025FOUR001MSP

**Accord-cadre s'exécutant par bons de
commande**

Le présent accord-cadre est passé sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en vertu des articles R2162-12 et R2162-14 du Code de la Commande Publique

Pouvoir Adjudicateur : **Université Gustave Eiffel, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel.**

Campus de Marne-la-Vallée
5 Boulevard Descartes
Champs sur Marne
77447 Marne-la-Vallée cedex 2

Représenté par M. Gilles ROUSSEL, Président

Table des matières

ARTICLE 2 - OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
2.1. Objet de l'accord cadre.....	3
2.2. Forme et montant de l'accord cadre.....	3
ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD –CADRE	3
ARTICLE 4 - PIECES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 5 - PRIX.....	4
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
ARTICLE 7 - DEVIS	5
ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION.....	6
8.1. Passation des bons de commande ou des marchés subséquents.....	6
8.2. Conditions de livraison	8
8.3. Vérification et admission	8
8.4. Désignation des correspondants	9
8.5. Documentation technique.....	9
8.6. Statistiques	9
ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT	9
9.1. Avance	9
9.2. Présentation des factures.....	10
9.2.1 Mode et délai de règlement.....	11
ARTICLE 10 - PENALITES.....	11
10.1. Pénalités pour retard.....	11
10.2. Pénalités en cas de travail dissimulé	12
ARTICLE 11 - RESILIATION.....	12
ARTICLE 12 - LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE	12
ARTICLE 13 - CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES	13
ARTICLE 14 - MAINTENANCE	13
ARTICLE 15 - GARANTIE	13
ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....	13

ARTICLE 2 - OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord cadre

Le présent accord cadre a pour objet l'acquisition de matériels - installation et maintenance de vidéoprojecteur, écrans plats, automates, systèmes de visioconférence, les équipements audios de salles, le câblage associé à l'Université Gustave Eiffel, ainsi que la formation associée le cas échéant.

Ce matériel est destiné tant à de nouveaux besoins qu'au renouvellement progressif du parc installé.

Cet accord-cadre est décomposé en 2 lots géographiques :

- Accord-cadre 2025FOUR001BRO - Lot 1 : Campus de Lyon
- Accord-cadre 2025FOUR001MSP - Lot 2 : Campus Méditerranée

Les adresses des différents Campus sont mentionnées à l'annexe 1 du CCTP.

2.2. Forme et montant de l'accord cadre

Le présent accord-cadre est passé sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en vertu des articles R2162-12 et R2162-14 du Code de la Commande Publique

L'accord-cadre donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents passés pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les marchés subséquents sont des marchés ordinaires conclus sous forme de bons de commandes.

Le marché subséquent fixera les spécificités techniques, la quantité, les modalités de facturation, l'échéancier de paiement, les délais d'exécution et de livraison, les modalités de réception, les pénalités....

Le montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre est de :

- Pour le lot 1 : 350 000 €HT
- Pour le lot 2 : 100 000 €HT

ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD –CADRE

L'accord-cadre démarre à compter de sa date de notification jusqu'au 13 novembre 2025.

La date de notification est la date de réception de l'accord-cadre par le titulaire.

L'accord-cadre est ensuite reconductible tacitement deux fois pour une durée d'un (1) an. Le Titulaire ne peut pas refuser cette reconduction.

L'Université Gustave Eiffel pourra s'opposer à cette reconduction par l'envoi, au plus tard trois (3) mois avant l'échéance annuelle, d'un courrier de non reconduction via la plateforme « PLACE ».

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, leur durée d'exécution ne devant pas dépasser trois mois.

ARTICLE 4 - PIECES CONTRACTUELLES

Le présent accord cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ***Pièces particulières de l'accord-cadre :***
 - ✓ L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 « Cadre de réponse » par lot
 - ✓ Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé par l'Université fait seule foi ;
 - ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé par l'Université fait seule foi
 - ✓ Les bons de commande ou le marché subséquent,
 - ✓ Le mémoire technique remis dans l'offre du Titulaire
- ***Pièce générale (non jointe) :***
 - ✓ Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS), Arrêté du 30 mars 2021
- ***Pièces contractuelles du marché subséquent ou du bon de commande :***
 - ✓ L'accord-cadre
 - ✓ Les bons de commande ou le marché subséquent,
 - ✓ Le mémoire technique remis dans l'offre du Titulaire
 - ✓ L'offre financière du Titulaire
- ***Pièce générale (non jointe) :***
 - ✓ Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS), Arrêté du 30 mars 2021

Toute clause, portée dans le tarif ou documentation quelconque du Titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

Les conditions générales de ventes du Titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 5 - PRIX

Le Titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur les prix demandés par l'Université Gustave Eiffel.

L'accord-cadre, les marchés subséquents ou les bons de commande sont traités à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Les prix applicables à l'accord-cadre, aux marchés subséquents ou aux bons de commande sont ceux figurant sur le devis retenu par le représentant de l'Université Gustave Eiffel. Les prix du devis sont fermes pendant la durée de validité du devis qui est d'un mois à compter de sa date de réception.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, aux frais de douane éventuels, au transport jusqu'au lieu d'exécution ou de livraison, à la livraison et d'installation exprimés clairement dans le devis par le Titulaire et acceptés par l'Université Gustave Eiffel sur le bon de commande.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'ensemble de ses engagements.

Le Titulaire transmet à l'Université Gustave Eiffel les coordonnées précises (nom, adresse, téléphone sans surcoût, télécopie, adresse électronique, etc.) d'un correspondant privilégié qu'il affecte à l'exécution du présent accord-cadre.

Ce correspondant doit être en mesure :

- d'apporter une aide technique et assurer un rôle de conseil ;
- régler les problèmes de service après-vente ;
- informer l'Université Gustave Eiffel sur la disponibilité des produits, le suivi des commandes ;

Tout changement de représentant en cours d'exécution de l'accord-cadre devra être signalé rapidement par écrit à l'Université Gustave Eiffel.

A la demande de l'Université Gustave Eiffel, le Titulaire devra changer de représentant dans les 48 heures.

ARTICLE 7 - DEVIS

Les bons de commande ou marché subséquent se font sur la base d'un devis.

La demande de devis se fait au fur et à mesure des besoins, par mail, accompagné d'un cahier des charges le cas échéant décrivant les spécificités techniques, les quantités des matériels ainsi que les prestations attendues.

La demande porte au moins les mentions suivantes :

- Le numéro de l'accord cadre
- La date d'envoi de la demande
- Le nom et les coordonnées du Titulaire
- Le nom et les coordonnées du service et de la personne demandant le devis
- L'adresse mail à laquelle le devis doit être envoyé en retour
- La description des matériels et prestations faisant l'objet de la demande de devis (ou le cahier des charges dans le cas d'un marché subséquent)
- Les délais de livraison et d'installation.

A chaque demande de devis, le titulaire doit obligatoirement, **dans un délai de deux (2) jours ouvrables**, proposer une visite de la ou des salles, ou du lieu concerné par la demande. Cette demande doit être transmise au service organisateur de l'Université par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de réception (par mail par exemple).

Le Titulaire de l'accord-cadre devra prévoir une visite de la ou des salles ou du lieu concerné par la demande de devis en présence d'un agent habilité de l'Université Gustave Eiffel afin de pouvoir établir un devis en conformité avec les caractéristiques de la ou des salles ou du lieu.

Le devis présenté par le Titulaire doit porter au moins les mentions suivantes :

- Le numéro de l'accord cadre correspondant au lot concerné
- Date d'envoi ;
- Référence du courrier électronique de remise en compétition portant la demande de devis ou du cahier des charges ;
- Nom et coordonnées du Titulaire ;
- Adresse électronique du Titulaire auquel les documents contractuels doivent être envoyés (marché subséquent et/ou bon de commande)
- Description et caractéristiques techniques des matériels faisant l'objet de la demande de devis ou du cahier des charges,
- Délai de livraison
- Coût de la livraison
- Coût de l'installation
- Prix unitaire public HT et quantités
- Taux de remise et prix remisé HT, le cas échéant ;
- Montant de la TVA
- Prix TTC

Les critères d'attribution des bons de commande ou des marchés subséquents après mise en concurrence sont les suivants :

- Valeur technique (30 à 60%)
- Prix (30 à 60%)
- Délai d'installation ou de livraison (20 à 40%)

La pondération de chaque critère sera précisée lors de la remise en concurrence en fonction de la prestation commandée. Le total sera égal à 100 %.

Les offres reçues ne sont pas négociées. L'offre remise par le Titulaire est considérée comme ferme et définitive. Toutefois en présence d'offre incomplète, le représentant de l'Université Gustave Eiffel se réserve la possibilité de demander au Titulaire de corriger ou de compléter son offre.

ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION

8.1. Passation des bons de commande ou des marchés subséquents

La conclusion des bons de commande ou des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre. Aucun bon de commande ou marché subséquent ne pourra être notifié postérieurement à la date de fin de validité de l'accord-cadre. Les éventuelles consultations en cours pour l'attribution des bons de commande ou marchés subséquents seront classées sans suite.

En revanche, l'exécution des bons de commande ou marchés subséquents notifiés avant le terme de l'accord-cadre peut être poursuivie jusqu'à l'exécution complète dans un délai maximum de trois (3) mois.

Les bons de commande ou marchés subséquents sont adressés au Titulaire de l'accord -cadre par courrier électronique.

Tout bon de commande ou marché subséquent émanant de l'Université Gustave Eiffel permet d'obtenir les conditions prévues au présent accord-cadre.

Pour être valable, le bon de commande doit comporter les renseignements suivants :

- Référence de l'accord cadre correspondant au lot concerné
- Numéro de commande ou marché subséquent,
- Désignation des prestations et des quantités commandées et/ou renvoi au devis annexé dûment validé par la personne habilitée
- Adresse de livraison et coordonnées de la personne habilitée à réceptionner le matériel ;
- Prix déterminé dans les conditions fixées dans le devis proposé par le Titulaire attributaire de l'accord-cadre ;
- Signature de l'Ordonnateur habilité par l'Université Gustave Eiffel

Les marchés subséquents décrivent de manière détaillée les besoins de l'Université Gustave Eiffel.

Tout bon de commande ou marché subséquent ne remplissant pas ces conditions devra être retourné par le Titulaire au service émetteur sans être honoré.

Le Titulaire s'engage à respecter strictement la qualité et la quantité des fournitures commandées. Le bon de commande ou marché subséquent devient définitif si le Titulaire n'a pas fait part d'observations par écrit à l'émetteur dans les trois jours qui suivent sa réception.

Dans le cas où le Titulaire serait dans l'impossibilité de fournir, dans le délai contractuel du devis, une prestation commandée, il s'engage, dès la réception du bon de commande ou marché subséquent, à prendre contact avec le service émetteur du bon de commande ou marché subséquent afin de lui proposer un produit ou une prestation de qualité équivalente pour un prix au plus égal. Si le Titulaire propose des modifications, le bon de commande ou marché subséquent ne devient définitif que si l'Université Gustave Eiffel, par dérogation à l'article 25 du CCAG/FCS, exprime son accord par écrit dans un délai de huit (8) jours après réception de la contre-proposition.

Une proposition de modification non acceptée - par écrit - par l'Université Gustave Eiffel est considérée comme une défaillance de livraison par le Titulaire faisant courir les pénalités de retard prévues à l'article 10.

8.2. Conditions de livraison

Le transport s'effectue sous la responsabilité du Titulaire jusqu'au lieu de livraison.

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du bon de commande ou marché subséquent doivent être libellées en français.

Le délai contractuel d'exécution est celui de la livraison annoncée par le Titulaire dans son devis.

Le délai de livraison commence à compter de la réception du bon de commande ou marché subséquent par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 13.3.1 du CCAG/FCS, la prolongation éventuelle du délai d'exécution est accordée par l'émetteur du bon de commande en lieu et place du représentant du pouvoir adjudicateur. L'obtention de cette prolongation de délai s'effectue en application de l'article 13.3.2 du CCAG/FCS.

Par ailleurs, sauf demande ou autorisation expresse de l'Université Gustave Eiffel, les produits commandés sont livrés complets comprenant toutes options matérielles.

Les fournitures sont réceptionnées par l'émetteur du bon de commande ou du marché subséquent (ou toute autre personne habilitée à les réceptionner) pour vérification de la conformité du bon de livraison avec le bon de commande ou marché subséquent.

Les fournitures doivent être accompagnées d'un bon de livraison indiquant :

- L'identification du Titulaire du bon de commande ou marché subséquent,
- Le numéro de l'accord cadre,
- La désignation de l'émetteur du bon de commande ou marché subséquent et son adresse,
- La référence du bon de commande ou marché subséquent,
- La date de livraison,
- La désignation et la quantité des fournitures livrées.

Le bon de livraison est signé par un agent habilité de l'Université Gustave Eiffel attestant de la réception avant les opérations de vérification mentionnées à l'article 8.3. ci-après.

Les réserves, s'il y a lieu, sont portées sur le bon de livraison.

8.3. Vérification et admission

8.3.1 – Vérification et admission spécifique au bon de commande

Les opérations de vérification quantitative et qualitative s'effectuent selon les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-FCS, en cas de non-conformité entre la commande et la livraison, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à partir du constat effectué par le service émetteur du bon de commande ou marché subséquent pour rectifier cette anomalie par courrier électronique.

L'admission des marchandises livrées et installées devient définitive si aucune réclamation n'a été formulée dans un délai de quinze (15) jours.

En cas de produits reconnus défectueux ou non conformes à la commande, le Titulaire fera son affaire du retour et du remplacement de ces matériels, dans les délais et selon les modalités de livraison prévus dans le devis.

8.3.2 - Vérification et admission spécifique au marché subséquent

Les modalités de vérification et admission ainsi que leurs délais seront décrits lors de la rédaction du marché subséquent.

8.4. Désignation des correspondants

Les correspondants de l'Université Gustave Eiffel, en charge de l'exécution de l'accord-cadre et de ses bons de commande ou marchés subséquents, sont :

- Benoit DUCROT – Lot 1
- Sébastien MARTIN – Lot 2

Le Titulaire s'engage à désigner un correspondant commercial pour être l'interlocuteur de l'Université Gustave Eiffel. A la demande de l'Université, ce correspondant pourra être amené à se déplacer sur le campus de l'Université afin d'apporter aide et conseil dans l'achat des prestations prévues à l'accord-cadre.

8.5. Documentation technique

Le Titulaire fournit gratuitement, au plus tard à la livraison, une notice rédigée en langue française permettant la mise sous tension du matériel, de même que la documentation donnant la composition, les caractéristiques et les procédures courantes d'utilisation du matériel.

8.6. Statistiques

A la demande de l'Université Gustave Eiffel, le Titulaire est tenu de fournir un état récapitulatif des marchandises livrées depuis le commencement de l'accord-cadre. Ce récapitulatif doit rappeler la description des matériels, les quantités et les prix.

ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT

9.1. Avance

En application de l'article R2191-7 du code de la commande publique, sauf refus formel de la part du Titulaire exprimé sur l'acte d'engagement, une avance sera versée au Titulaire, pour chaque bon de commande ou marché subséquent dont le montant est supérieur à 50.000 € HT.

Le montant de cette avance est égal à 10% du montant TTC du bon de commande.

Son remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande ou du marché subséquent atteint ou dépasse 65% du montant du bon ou du marché subséquent et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

9.2. Présentation des factures

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les factures sont transmises sous forme électronique.

L'accès au portail Chorus Pro se fait par l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations suivantes sont nécessaires :

L'identifiant unique de l'Université Gustave Eiffel sur CHORUS PRO : 130 026 123 00179

Code service : mentionné sur le bon de commande ou le marché subséquent

Numéro d'engagement	Lot 1	2025FOUR001BRO
Numéro d'engagement	Lot 2	2025FOUR001MSP

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- ✓ Nom, et adresse du Titulaire,
- ✓ Numéro du compte bancaire ou postal à créditer tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- ✓ Référence de l'accord-cadre du lot concerné,
- ✓ Le numéro du bon de commande
- ✓ Le prix figurant sur le devis ou le cahier des charges,
- ✓ Le montant total HT,
- ✓ Le taux de remise (le cas échéant),
- ✓ Le montant de la TVA au taux en vigueur à la date d'établissement de la facture,
- ✓ Prix total toutes taxes comprises.
- ✓ Numéro de SIRET
- ✓ Numéro de la TVA INTRACOMMUNAUTAIRE

La facture comporte par ailleurs les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

Toute facture non conforme à ces dispositions sera renvoyée au Titulaire. Le délai de paiement débutera à réception d'une facture conforme.

Le représentant de l'Université Gustave Eiffel pourra rectifier le montant des factures en y intégrant notamment les pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

Le Titulaire doit prévenir en temps utile par écrit l'Université Gustave Eiffel de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire...). L'Université Gustave Eiffel ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications internes au Titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

9.2.1 Mode et délai de règlement

Les factures sont effectivement payées au plus tard le 30ème jour suivant de la date de réception de chaque facture acceptée sous réserve du service fait.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire indiqué au présent accord cadre à partir de son RIB ou de son RIP original.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agente Comptable de l'Université Gustave Eiffel.

ARTICLE 10 - PENALITES

10.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution d'une prestation est dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités de retard suivantes :

1) Retard dans la remise des devis ou du cahier des charges

En cas de non présentation du devis ou du cahier des charges correspondant à la demande ou de non-respect du délai de réponse mentionné à l'article 7 du présent CCAP, le Titulaire est exclu de la consultation en cours et s'expose à l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 € TTC.

2) Retard dans le délai d'exécution

En cas de non-respect du délai de livraison ou d'exécution des prestations annoncé par le Titulaire sur son devis ou cahier des charges et contractualisé par le marché subséquent, si le retard n'est pas imputable à l'Université Gustave Eiffel et sauf cas de prolongation de délai accordé par celle-ci sur demande formulée par le Titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le

Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 100$$

P = montant de la pénalité,

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations exécutées en retard ou non exécutées ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, aucune exonération de pénalités ne s'applique dès lors que celles-ci sont mises en place par décision du pouvoir adjudicateur.

10.2. Pénalités en cas de travail dissimulé

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt des pénalités d'un montant de 10 % du montant du contrat.

Le montant des pénalités ne pourra dépasser celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

ARTICLE 11 - RESILIATION

Les dispositions applicables en matière de résiliation de l'accord-cadre sont celles définies au Chapitre 7 (articles 38 à 45) du CCAG/FCS.

En cas de défaillance dans l'exécution des prestations, celles-ci sont réalisées aux frais et risques du Titulaire selon les dispositions de l'article 45 du CCG/FCS.

Après expiration ou résiliation de l'accord cadre, les parties restent tenues d'honorer les obligations contractées.

ARTICLE 12 - LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE

Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, le litige, pour lequel le droit français seul est applicable, est porté devant le Tribunal Administratif de Melun.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - 77 000 MELUN
Tél : +33 1 60 56 66 30/ Fax : +33 1 60 56 66 10

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Auparavant, un accord à l'amiable entre les parties sera recherché dont les frais d'expertise éventuels seront partagés au prorata de l'arbitrage rendu.

En cas d'action contentieuse ouverte à l'occasion de la conclusion et exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera portée devant le Tribunal Administratif de Melun.

Toute autre clause attributive de compétence pouvant figurer sur les documents du Titulaire sera considérée comme nulle.

ARTICLE 13 - CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Les bons de commande pourront faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique est le responsable du service des marchés de l'Université Gustave Eiffel.

ARTICLE 14 - MAINTENANCE

Les opérations de maintenance s'effectuent en application de l'article 27 du CCAG/FCS.

ARTICLE 15 - GARANTIE

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG/FCS, la garantie minimale des matériels est de 3 ans, sur la base d'une intervention sur site à J+1.

Le Titulaire s'engage à prendre à sa charge ou par le biais du constructeur l'enregistrement des extensions de garantie. Il fournira les justificatifs correspondants au pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois maximum à la réception du produit.

Si le matériel s'avère défectueux lors de sa mise en service, un échange standard sera obligatoire.

D'autre part, le Titulaire s'engage, si la réparation ne peut être effectuée sur site, à procéder à l'enlèvement du matériel en panne et à mettre à disposition gratuitement, dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrables, un matériel de remplacement possédant des caractéristiques au moins équivalentes au matériel indisponible. Si ce dernier est inclus dans une installation complète, le matériel de remplacement doit alors être compatible avec le matériel déjà installé.

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Article du CCP	NATURE
Art.25	Art.8.1	Passation des bons de commande
Art.13.3.1	Art. 8.2	Condition de livraison
Art.27	Art. 8.3.1.	Vérification et admission
Art.14.1	Art.10.1	Pénalités pour retard
Art.14.1.3	Art.10.1	
Art. 33.1	Art. 15	Garantie